

L'Union européenne, une nullité en matière de défense !

OPINION - Par Jean MARSIA, président de la Société européenne de défense AISBL (SED)

Lorsqu'elle a pris ses fonctions en 2019, M^{me} von der Leyen a dit, disant-elle, diriger une Commission européenne géopolitique. Fût-ce le cas ? C'est douteux, faute d'une défense européenne dissuasive pour les potentiels agresseurs. Certes, depuis 2019, l'UE protège son économie et ses intérêts contre la Chine, considérée comme "partenaire, concurrent stratégique et rival systémique". Certes, l'UE a sanctionné en 2022 le soutien militaire de l'Iran à la Russie dans le cadre de la guerre en Ukraine, ainsi que la répression des manifestations qui ont suivi la mort de l'Iranienne Mahsa Amini. En revanche, lorsqu'il s'est agi du Levant ou de l'Ukraine, les 27 ont eu bien du mal à s'entendre.



En outre, l'UE, comme la cinquantaine de pays qui livrent des armes à l'Ukraine, lui a imposé des restrictions d'utilisation qui ont empêché, à plusieurs reprises, la destruction des concentrations de troupes russes avant qu'elles ne franchissent la frontière.

Si cette attitude prudente pouvait se comprendre avant le 24 février 2022, elle est devenue injustifiable depuis lors, car elle fait du sol russe un sanctuaire où l'impunité prévaut. Ne pas riposter à une attaque est un non-sens opérationnel. Les alliés tentent d'éviter que les Ukrainiens doivent appliquer des règles spécifiques selon l'origine des systèmes d'armes, ils s'alignent généralement sur les décisions du président Biden, le principal pourvoyeur.

Il a enfin autorisé le 31 mai 2024 l'usage des armes américaines contre des cibles militaires en Russie, lorsqu'elles menacent directement Kharkiv. Certains objectent que cette autorisation augmente le risque de guerre pour l'Occident. Ils oublient que la guerre, Poutine nous la fait depuis 2007.

Les Européens ont formé 50.000 soldats ukrainiens depuis novembre 2022, mais l'armée ukrainienne comportait au moins 500.000 soldats fin 2023 et elle se propose d'en mobiliser 500.000 autres. L'aide de l'UE à leur formation est donc très largement insuffisante. Cependant, l'UE accueille plus de 4,2 millions de réfugiés ukrainiens.

Le Haut représentant a regretté le veto de la Hongrie à l'adoption de sept actes législatifs qui permettraient de débloquer 6,6 milliards € pour le soutien militaire à l'Ukraine. Celle-ci reste confrontée aux bombardiers russes qui larguent à plus de 20 km de la ligne de front des bombes classiques équipées d'ailets et d'un système de guidage, ainsi qu'aux drones et missiles russes, iraniens, etc. Il reste à savoir comment l'Ukraine va pouvoir les abattre, en attendant l'arrivée d'un nombre supplémentaire de lance-missiles Patriot ainsi que des avions de combat F-16. Ceux-ci savent les intercepter à plusieurs dizaines de kilomètres.

Dans des conclusions adoptées le 28 mai 2024, les ministres européens de la Défense ont souligné qu'il est essentiel d'accélérer et d'intensifier les livraisons d'équipements militaires, ainsi que les formations, pour répondre aux besoins urgents, à moyen et à long terme, de l'Ukraine.⁽²⁾

Une fois de plus, ces ministres, et les institutions européennes communiquent, au lieu d'agir.

Le président du Conseil européen, M. Michel a déclaré le 3 juin 2024 être favorable à un bouclier de défense aérienne européen, qui en réalité serait américano-israélien, mais financé par l'UE, par le biais d'une dette commune, et soumis à l'OTAN, afin que nous soyons «un allié plus fort au sein de l'OTAN». Son projet doit être compatible avec le *European Sky Shield Initiative* conduit par l'Allemagne. 22 États veulent y participer. Charles Michel a été le Premier ministre qui a le plus contribué au démantèlement de la Défense belge, en la dotant d'un des plus faibles budgets de l'OTAN, ce qu'il a camouflé en faisant approuver une enveloppe de 9,2 milliards € pour la période 2018-2030, pour de l'équipement. En 2024, ni les avions de combat F-35, ni les nouvelles frégates, ni les navires de lutte contre les mines, ni la plupart des véhicules de combat commandés alors ne sont opérationnels. Le personnel militaire d'active est passé de 30.820 militaires en 2016 à moins de 25.000 en 2024.

Heureusement, d'autres en appellent à la raison.

Cinquante personnalités, dont Arnaud Montebourg, Michel Onfray, Jacques Sapir et Nicolas Dupont-Aignan, se sont opposés, le 24 avril 2024, dans *Le Figaro*, au nom de la souveraineté des peuples, à la résolution sur la réforme des traités européens, adoptée le 22 novembre 2023 par le Parlement européen, faisant suite aux demandes exprimées par les citoyens lors de la Conférence sur l'avenir de l'Europe.

Heureusement, à l'initiative de la section française de l'Union des fédéralistes européens (UEF), et de son conseil scientifique, un collectif d'intellectuels et d'universitaires français, dont les plus connus sont Céline Spector,⁽³⁾ qui enseigne la philosophie à la Sorbonne, et le colonel Guillaume Ancel,⁽⁴⁾ affirmait le 3 juin 2024 dans *Liberation* qu'un gouvernement européen est nécessaire pour répondre aux défis actuels, comme la défense du continent.

Après avoir défini la souveraineté comme la capacité collective d'un groupe à déterminer son avenir et rappelé que le concept moderne de souveraineté est associé à la formation des États-nations, désireux d'affirmer leur puissance indépendamment de toute autorité extérieure, pontificale ou impériale, le collectif a souligné qu'à partir du XVIII^e siècle, ce concept a évolué, notamment sous l'influence du fédéralisme américain, pour déboucher sur la souveraineté partagée. Le collectif aurait pu préciser que celle-ci est le fondement de la constitution fédérale de la Confédération helvétique.

Le collectif pose quelques questions très pertinentes. Quelle est aujourd'hui la souveraineté d'un État européen face à certaines multinationales ? Face à des États grands comme des continents, disposant de ressources naturelles (fossiles, minérales, hydriques, agricoles, etc.) dont nos approvisionnements dépendent ? Face à la criminalité et au terrorisme qui s'organisent à travers les frontières ? Enfin qu'est-ce que la souveraineté lorsque des responsables militaires français affirment que ce pays serait seulement capable, après quelques semaines de préparation, de défendre 80 kilomètres de frontière pendant une dizaine de jours ?

Le collectif appelle au réalisme. Nous devons nous rendre à l'évidence : les acteurs décident et agissent à des niveaux multiples, et si nous voulons avoir une prise sur notre destin en Europe, nous avons besoin d'un pouvoir à plusieurs étages, local, régional, national, européen et mondial. C'est à travers cette souveraineté partagée, mais clairement répartie et définie, que nous serons à même de reprendre notre destin collectif en main, comme l'ont fait les États-Unis d'Amérique lorsqu'ils ont inventé le fédéralisme en 1787 à Philadelphie. Ils voulaient être «à la fois un et treize». En vertu d'une telle décentralisation, brillamment analysée par Tocqueville, les États américains continuent à avoir des règles très différentes, qu'on le juge satisfaisant ou non, sur de nombreux sujets comme le droit à l'interruption volontaire de grossesse ou la peine de mort.

Le collectif affirme que le fédéralisme européen est nécessaire pour que l'Europe agisse et se positionne sur les aspects où une approche continentale est nécessaire dans le monde actuel : la politique étrangère et de défense commune, la politique économique, monétaire et fiscale, la politique environnementale, pour devenir leader de la transition écologique. C'est une occasion de redonner de la marge de manœuvre aux États sur des sujets qui leur sont propres, par exemple, l'éducation et la justice.

Si l'on veut que l'Europe cesse d'être une puissance essentiellement normative, c'est-à-dire qui se borne à légiférer, nous avons besoin d'un gouvernement européen capable d'agir, de mettre en œuvre, d'accompagner et d'adapter de manière souple. C'est ainsi que les politiques européennes peuvent devenir plus efficaces, plus agiles et nous permettre collectivement de répondre aux défis que nous rencontrons aujourd'hui.

Le collectif estime que la défense est prioritaire dans le contexte géopolitique actuel. Il rappelle qu'un récent sondage⁽⁵⁾ montre que les deux tiers des Français veulent une défense et même une armée européenne. Or, rappelle le collectif, il n'y aura pas d'armée européenne sans fédération. Il déplore que les États membres ont donné une illustration pathétique de leur «souveraineté» lors du vote de la motion sur Gaza proposée par la Jordanie à l'ONU : 8 États ont voté pour, 4 contre et 15 se sont abstenus. J'estime comme le collectif que c'est un bel exemple d'insignifiance géopolitique !

Le collectif prône avec raison un recours à la démocratie. L'avancée fédérale doit se faire en impliquant les citoyens et les citoyennes de chaque pays sur la

base d'une personne, une voix. Comme la Société européenne de défense AISBL, le collectif affirme qu'il nous faut donc une vraie constitution fédérale européenne à soumettre à un référendum paneuropéen. Les États seraient libres ensuite de ratifier ou non leur appartenance. Ceux qui ne la ratifieraient pas, ne feraient pas partie du nouvel ensemble et resteraient, selon le collectif, associés selon des modalités à définir. Cela n'empêcherait pas les autres de se donner les moyens d'assurer une souveraineté collective, pour continuer à affirmer nos valeurs européennes dans un monde instable et menaçant.

Comme le collectif, j'insiste : ceci est d'autant plus urgent que la demande d'élargissement est pressante, de Kyiv à Tbilissi. Nous ne pouvons pas agir comme si le rideau de fer existait encore. Construire la souveraineté européenne, c'est redonner à nos démocraties la possibilité de survivre face à la menace des empires.⁽⁶⁾

En conclusion, mettons fins aux absurdités et aux aberrations de l'Europe d'aujourd'hui : des gouvernements européens ont promis à l'Ukraine 85 avions F-16, et formé vingt pilotes ukrainiens. Le centre d'entraînement situé au Danemark ne peut plus en former que huit, car en novembre, il passe du F-16 au F-35. Le centre d'entraînement de la Roumanie n'est pas encore opérationnel et il ne peut, lui aussi, pas en former plus que huit.⁽⁷⁾

Trop peu de candidats au Parlement européen partagent l'opinion de l'eurodéputé Raphaël Glucksmann. Il estime que bâtir une véritable puissance européenne requiert des réformes institutionnelles profondes pour assurer la cohérence et l'efficacité de la prise de décision au sein de l'Union. Il est pleinement conscient que sans avancée fédérale assumée, cette Europe est impossible à bâtir.

La Société européenne de défense AISBL soutient cette opinion pour que nos gouvernements et les institutions européennes sortent, après le 9 juin 2024, de l'indignité.

1) Voir Philippe Jacqué, Philippe Ricard, "Guerre à Gaza : la faillite diplomatique de l'Union européenne" in *Le Monde*, <https://lc.cx/oWu8tn>, 2 juin 2024.

2) Voir Camille-Cerise Gessant, "Les ministres européens de la Défense divisés sur l'utilisation par l'Ukraine de leurs armes pour frapper la Russie" in *Agence Europe*, Bulletin Quotidien Europe N° 13418, <https://agenceurope.eu/fr/bulletin/article/13418/1>, 29 mai 2024.

3) Voir son ouvrage magistral, *No Demos ? Souveraineté et démocratie à l'épreuve de l'Europe*, Paris, Seuil, 2021, qui suscite l'enthousiasme pour l'intégration européenne et son approfondissement démocratique.

4) Il a publié plusieurs livres courageux concernant les opérations militaires françaises auxquelles il a participé au Rwanda, au Cambodge et en Bosnie. Il interroge la culture militaire du silence dans son dernier livre, *Saint-Cyr, à l'école de la Grande Muette*, Paris, Flammarion, 2024. Voir aussi son blog *Ne Pas Subir*, <https://nepassubir.fr>.

5) Voir *Les Echos* du 2 mai 2024.

6) Voir Un collectif d'intellectuels et d'universitaires, "Reprendre notre destin collectif en main passe par le fédéralisme européen" in *Liberation*, <https://lc.cx/0yC6in>, 3/6/2024.

7) Matthew Loh, "Ukraine desperately wants more F-16 trainees since it's only getting 20 pilots to fly 85 warplanes: report" in *Business Insider*, <https://lc.cx/PxmimR>, 6/6/2024.

80^e anniversaire du débarquement allié en Normandie

À l'invitation du président de la République française, Emmanuel Macron, S.A.R. le Grand-Duc et le Premier ministre, Luc Frieden, se sont rendus à Omaha Beach le 6 juin 2024 afin de participer à la cérémonie internationale pour le 80^e anniversaire du débarquement allié en Normandie. Ils furent accompagnés par le président de la Chambre des députés, Claude Wiseler, la ministre de la Défense, Yuriko Backes ainsi que par le chef d'état-major de l'Armée, le général Steve Thull.



tive nous rappelle que la paix se doit d'être maintenue et que la liberté n'est jamais définitive.»

Parmi ces forces alliées, sept Luxembourgeois débarquent le 6 juin 1944 sur les plages de Normandie. Ils seront suivis plus tard par leurs concitoyens engagés dans la Brigade Piron, une brigade belgo-luxembourgeoise qui débarque en août 1944 et participe à la bataille de Normandie ainsi qu'à la libération de la Belgique et des Pays-Bas (septembre 1944 à mai 1945). Au total, 126 Luxembourgeois ont servi dans la Brigade Piron pendant la 2^{ème} Guerre mondiale.

La cérémonie fut l'occasion d'honorer la mémoire de celles et ceux qui ont combattu au sein des forces alliées durant la deuxième Guerre mondiale. Elle a été rehaussée par la présence et le témoignage des vétérans des forces alliées lors du débarquement en Normandie.

Source : ministère d'État